

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

Nouvelle Série / Numéro spécial



MÉLANGES OFFERTS À EUGÉNIE ROKHAYA AW

Décembre 2023

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



MÉLANGES OFFERTS
À
EUGÉNIE ROKHAYA AW

Sous la direction de

Mamadou NDIAYE,

Maître de Conférences (CAMES), Université Cheikh Anta Diop
(Sénégal)

Marième Pollèle NDIAYE,

Maître de Conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro Spécial
Décembre 2023 ***ISSN : 3092-5630***
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro special, Décembre 2023

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE :

Alioune DIENG, professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

- Marc-François BERNIER, professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)
- N'guessan Julien AT CHOUA, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)
- Frédéric LAMBERT, professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)
- Anne PIPONNIER, professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine
- Yahya DIABI, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)
- Annie LENOBLE-BART, professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)
- Serge THÉOPHILE BALIMA, professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)
- Anna Paola SONCINI, professeure des universités, Université de Bologne (Italie)
- Moustapha SAMB, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
- Modou NDIAYE, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
- Aimé-Jules BIZIMANA, professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)
- Mor FAYE, maître de conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)
- Marième Pollène NDIAYE, maître de conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)
- Namoin YAO – BAGLO, maître de conférences, ISICA/Université de Lomé (Togo)
- Moustapha MBENGUE, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
- Djibril DIAKHATÉ, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
- Kouassi Sylvestre KOUAKOU, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

- Dr Dominique-François Mendy, CESTI, Université Cheikh Anta Diop
- Dr Mohamed Sakho Jimbira, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine (France)
- Dr Sellé Seck, CESTI, Université Cheikh Anta Diop,
- Dr Yacine Diagne, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal)
- Dr Fatoumata Bernadette Sonko, CESTI, Université Cheikh Anta Diop,
- Dr Papa Issakha Dieng, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro special, 2023

Édité par

**Alioune Dieng,
Professeur titulaire,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)**



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)**

Décembre 2023

Illustration couverture : Alioune Dieng

© CESTI

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Tous droits réservés

Maquette de couverture : Photo Eugénie Rokhaya Aw –
RAC, UCAD

Composition et mise en page : Professeur Alioune Dieng

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Emails : infos.cesti@gmail.com ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Site Internet : <https://rac.ucad.sn/>

Adresses :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005

Dakar-Fann

Sénégal

SOMMAIRE

Hommage à Éra, l'Amazone

1-2

Alioune DIENG, Université Cheikh Anta Diop/Sénégal

Première partie : Médias, Internet & Régulation

Journalisme et whatsapp : analyse des pratiques infocommunicationnelles au Sénégal / Journalism and whatsapp: analysis of infocommunicational uses in Senegal

Sokhna Fatou SECK SARR, Université Gaston Berger de Saint-Louis/Sénégal

5-30

Approche critique de la tolérance administrative dans la régulation des médias audiovisuels au Cameroun / A critical approach to administrative tolerance in the regulation of audiovisual media in Cameroon

Simon NGONO, Université de La Réunion/France

31-65

Deuxième partie : Communication, Organisation & Développement

Les organisations à l'épreuve du covid-19 au Sénégal : analyse info-communicationnelle des outils et pratiques numériques dans le management de la communication interne / Organizations facing covid-19 in Senegal: a communicational analysis of digital tools and practices in internal communication management

Sahite GAYE, Université Cheikh Anta Diop / Sénégal

Mamadou NDIAYE, Université Cheikh Anta Diop/Sénégal

69-90

La communication à l'épreuve du tourisme et du changement des comportements dans l'aire marine communautaire protégée de Bamboung au Sénégal / Communication put to test tourism and behaviour change in the community marine protected area of Bamboung in Senegal

Adama Ndiaye, Université du Sine Saloum El Hadj Ibrahima Niassé / Sénégal

91-130

Troisième partie : Sociétés, Démocratie & Valeurs

Les clivages sociaux et la paix démocratique / Social cleavages and democratic peace

Jean NJOYA, Université de Dschang/Cameroun **133-164**

Dignité humaine et altérité chez Gabriel Marcel / Human dignity and otherness in Gabriel Marcel

Roland ÉTOGA, Centre Saint Augustin de Dakar/Sénégal **165-195**

Quatrième partie : Littérature, Sociologie & Philosophie

La folie féminine dans l'univers capitaliste mauriacien / Feminine madness in the mauriacian capitalist environment

Alioune DIENG, Université Cheikh Anta Diop/Sénégal **199-225**

Dialectique de la communication. À propos d'un texte de S. Kierkegaard (1847) / Dialectics of communication. About a text from S. Kierkegaard (1847)

Dominique François MENDY, Université Cheikh Anta Diop/Sénégal **227-249**

Notice biographique

La Coordination de la RAC **253-255**

LA COMMUNICATION A L'ÉPREUVE DU TOURISME ET DU CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS DANS L'AIRE MARINE COMMUNAUTAIRE PROTÉGÉE DE BAMBOUNG AU SENEGAL

COMMUNICATION PUT TO TEST TOURISM AND BEHAVIOUR CHANGE IN THE COMMUNITY MARINE PROTECTED AREA OF BAMBOUNG IN SENEGAL

Adama NDIAYE

Université du Sine Saloum El hadj Ibrahima Niassé / Sénégal

Résumé :

Cette contribution est une partie d'un travail recherche en cours dans la réserve de biosphère du delta du Saloum. Elle s'inscrit dans le champ de la communication pour le développement (Kiyindou, 2009) et traite des contraintes de la communication durable face aux mutations socioéconomiques (Libaert, 2010 ; Carayol et Grammatica, 2001 ; Perroy et Frustier, 1998) induites par le tourisme, d'une part, par l'impératif de changement de comportement des communautés dans une perspective de durabilité, d'autre part. Des auteurs comme Coté (2007), Gwenole (2007), Pelletier (2005) et Libaert (2005) ont facilité l'étude théorique avec des références locales telles que Sambou & al. (2014) et Ndiaye (2012) en ce qui concerne l'approche empirique de la démarche. Cependant, notre méthodologie emprunte les rudiments de la méthode mixte avec un questionnaire, des entretiens et du monitoring médiatique. La question était de cerner les limites de la communication communautaire et d'appréhender les facteurs de réticences au changement positif de comportement. Les résultats n'incriminent pas pour autant le tourisme. En effet, cette étude a révélé que les limites de l'acceptabilité communicationnelle et du changement de comportement qui devraient en résulter sont en réalité sapés par la conduite des politiques avec une gouvernance peu inclusive et peu transparente.

Mots-clés : Communication, Tourisme, Changement de comportement, AMCP Bamboung, Sénégal.

Abstract:

This contribution is part of ongoing research work in the Saloum Delta biosphere reserve. It is part of the field of communication for development (Kiyindou, 2009) and deals with the constraints of sustainable communication in the face of socio-economic changes (Libaert, 2010; Carayol and Gramaccia, 2001; Perroy and Frustier, 1998) and induced by tourism, on the one hand, by the imperative of changing the behavior of communities from a sustainability perspective, on the other hand. Authors like Coté (2007), Gwenole (2007), Pelletier (2005) and Libaert (2005) facilitated the theoretical study with local references such as Sambou & al. (2014) and Ndiaye (2012) regarding the empirical approach of the approach. Our methodology, however, borrows the basics of the mixed method with a questionnaire, interviews and media monitoring. The question was to identify the limits of community communication and to understand the factors of reluctance to positive change in behavior. However, the results do not incriminate tourism. Indeed, this study revealed that the limits of communication acceptability and the behavioral change that should result from it are in reality undermined by the conduct of policies with governance that is not very inclusive and not very transparent.

Keywords: Communication; Tourism; Behavior change; AMCP Bamboung; Senegal.

Introduction

Daniel Bougnoux qualifie la communication comme « un gros nuage » qui, à l'œuvre dans la mondialisation, ressemble à « un gros nuage que les vents poussent et déchirent et qui plane peu à peu sur tous les savoirs » (2001 : 10-11). Elle est désormais un inconditionnel de la culture et de toutes les sociétés. Mais la communication est plus insidieuse dans les activités sociétales, de service à l'homme et de l'environnement qui le détermine à tout point de vue. Le tourisme moderne, résultante des progrès

économiques, sociaux et technologiques, est happé culturellement par cette nouvelle donne interrelationnelle. Ce qui n'est pas sans conséquence, car les bouleversements en tous genres s'y opèrent, et le poète malaisien Cécil Rajendra (1993) n'a pas eu tort de dénoncer les impacts de la *touristisation* dans son pays, en mettant en relief les méfaits du prosélytisme culturel, voire social, à travers cette strophe.

À l'arrivée des touristes,
Nos hommes rangèrent
Leurs filets de pêches
Pour devenir garçons de restaurant
Et nos femmes se prostituèrent.

En effet, les impacts liés aux enjeux du tourisme sont révélateurs. Cette image négative que décrit Cecil Rajendra, loin de refléter une norme dans les pays du Sud, doit, néanmoins, attirer l'attention des acteurs vis-à-vis des bouleversements qu'il draine, mais aussi et surtout sur les nuisances environnementales et les risques sociopolitiques qui en résultent assez souvent.

La renaissance touristique dans les nouvelles destinations dites « exotiques » n'attire pas que des capitaux financiers. Fruit d'investissements souvent « bien » encouragés par les gouvernements locaux grâce aux impacts sociaux en termes d'emplois, le tourisme est aussi souvent à l'origine d'un ensemble de crises sociales qui peuvent se représenter en termes de risques : corruption des mœurs, oisiveté de la jeunesse (du fait de l'argent facile), crises politiques, culturelles, sociales et sanitaires, dues aux conflits d'intérêt, à la dégradation de l'environnement, aux pollutions diverses et spoliations foncières, etc. (Voir Carte 1)

S'il est vrai que le tourisme est une véritable plus-value économique et une recette culturelle, il n'en demeure pas moins un risque sur les territoires d'accueil, en particulier

sur le littoral, lorsque celui-ci est mal contrôlé. L'exemple du Sénégal, à travers l'Aire Marine Communautaire Protégée (AMCP) de Bamboung présentée, ici, comme cas d'étude, (cf. carte 1) reste énigmatique. Il est vrai aussi que, « loin d'une unanimité avantageuse, le tourisme tel que pratiqué dans les nouvelles destinations soulève de grandes inquiétudes » (Ndiaye, 2012 : 11). En effet, les impacts environnementaux et culturels du tourisme sont-ils réellement des préoccupations des populations d'accueil ? Quels changements opèrent-ils ? La communication serait-elle un baromètre d'évaluation des mutations inhérentes ? Quelles formes prend cette communication ? Qui sont ses acteurs ? Quelle perception en résulte-t-elle ?

Cette étude se donne pour objectif d'évaluer les dynamiques communicationnelles en œuvre autour de l'AMCP de Bamboung, située sur le littoral du Centre Ouest du Sénégal, au cœur de la réserve de biosphère du Delta du Sine Saloum. Elle va analyser deux niveaux de communication en œuvre dans le cadre de cette aire marine protégée : la communication d'acceptabilité permettant de mesurer le degré d'appropriation du projet par les acteurs et d'identifier les stratégies mises en œuvre pour y faire adhérer toutes les parties prenantes ; les techniques mobilisées par la communication environnementale et culturelle ainsi que le changement de comportement en vue de préserver l'environnement.

Cette recherche traitera aussi du marketing territorial. Et, de ce point de vue, les médias peuvent être d'une grande utilité. À ce propos, les journalistes sont-ils pourvus pour comprendre les enjeux liés à l'environnement et au développement durable ? Impulsent-ils, par l'information, un changement de comportement durable ?

Le but ultime est de plaider pour une approche terroir de la communication touristique mettant l'accent sur la communauté pour atteindre les objectifs de valorisation. Cette question centrale de recherche résume ainsi toute la problématique relative aux pratiques de communication à mettre en œuvre pour une gestion communautaire durable de l'aire marine protégée de Bamboung.

Toutes ces questions que soulève cette problématique communicationnelle du développement touristique en zone sensible (AMCP Bamboung) impriment à ce texte un procédé de vérification des hypothèses suivantes :

- tourisme et conservation peuvent être homologues dans cet espace de l'AMCP de Bamboung lorsque que la dimension communication sera bien prise en compte ;
- les mutations socioculturelles dans ce littoral du Delta du Saloum ne sont ni le résultat d'une morosité économique, ni celui d'une dégradation environnementale, mais celui d'une communication peu efficace ;
- les perspectives d'intégration culturelle et de performance touristique ne peuvent être réelles dans ce territoire sans une communication d'adaptabilité et d'acceptabilité des communautés cibles.

Pour vérifier ces différents postulats, il suffira de replacer l'homme au cœur de l'environnement et la communication comme avatar de la conservation. Mais, en même temps, cela nécessitera d'ériger des mesures d'alerte face aux risques d'insouciance ou d'ignorance à l'épreuve desquelles se heurte toute forme de communication locale. L'étude repose sur une méthodologie mixte via des entretiens avec les acteurs cibles, des interviews, des notes de lectures et d'exploitation de rapports, de mémoires et toutes formes d'études réalisées dans la zone (Voir Figure 1:

Fiche méthodologique). Un travail de monitoring au niveau des radios et télévisions est effectué afin de voir s'il y a des émissions spécifiquement orientées vers le tourisme et la promotion de la destination Delta du Saloum ?

Notre recherche s'articulera autour de trois parties essentielles. Une première partie sous forme de présentation et d'allure de diagnostic, intitulée : l'aire marine protégée de Bamboung, un patrimoine touristique en risque ? Cette partie présente le contexte de cet espace géographique du Delta du Saloum. Ce littoral qui est la zone d'étude de ce projet fera l'objet d'un diagnostic des aléas environnementaux, socioéconomiques qui sont des risques potentiels au développement d'activités touristiques durables.

Ceci sert de prétexte pour aborder la question centrale de cette deuxième partie : la gestion intégrée au défi de la communication communautaire. Dans cette partie, il est question d'identifier les limites de la communication dans la gestion intégrée de cet espace du littoral écologiquement fragile, d'analyser les lacunes et de proposer des formes de communication adaptées au contexte sociologique local, en partant des résultats issus de l'exploitation des entretiens avec les acteurs des quatorze villages impliqués dans la gestion communautaire de l'AMCP.

Enfin, la troisième partie, intitulée : perception entre politiques, populations, acteurs et visiteurs dans le dilemme de la valorisation touristique et l'impératif de sensibilisation sociétale, ouvre des perspectives de développement et des pistes de prise en charge améliorée de la gouvernance de ce patrimoine littoral. C'est aussi un prétexte pour analyser toutes les situations ambiguës identifiées comme contraintes et facteurs de blocage au

développement touristique durable de l'AMCP de Bamboung.

Il est également question d'étudier les stratégies de communication qui permettront certes de mettre en exergue la valeur contributive du tourisme comme solution avec la promotion de projets de valorisation adéquats, de produits adaptés, mais aussi qui seront surtout des supports d'une communication mieux intégrée, parce que ressort d'une démarche concertée et axée sur l'acceptabilité (Voir figure 2).

1. L'aire marine protégée de Bamboung, un patrimoine touristique en risque ?

Selon Mamadou Diombera, « l'organisation territoriale du tourisme est une équation majeure lorsqu'on s'interroge sur les liens entre tourisme et développement, le tourisme constitue la vocation essentielle du littoral en raison de ses attractions naturelles et physiques » (2020). Cette affirmation justifie amplement l'enjeu du littoral et, au-delà, la problématique sous-tendue par la vocation touristique du littoral ainsi que les agressions multiples contre ce cadre naturel si fragile et tellement important pour les économies locales (Voir Photo 1).

La pratique touristique est de plus en plus le fruit d'une culture industrielle qui se transporte vers des milieux naturels vierges et souvent peu aptes à supporter les charges touristiques avec leurs pollutions diverses. Si des études de régulation par l'empreinte écologique¹², qui

¹² DEF / École vaudoise durable (2023) définit l'empreinte écologique comme étant la mesure de la « quantité de surface terrestre bioproductive nécessaire pour produire les biens et les services que nous consommons et absorber les déchets que nous produisons ».

mesurent la capacité de charge des espaces touristiques, sont envisageables, il demeure encore difficile de mettre en exergue de telles pratiques dans certaines zones vulnérables. L'AMCP, objet de notre étude ci-dessous représentée, n'échappe pas aux risques environnementaux et encore moins aux agressions sociétales qui happent aujourd'hui tous les espaces naturels, en proie au tourisme. L'aire marine communautaire protégée de Bamboung se situe dans la Réserve de biosphère du Delta du Saloum (RBDS) qui abrite à la fois la baie de Bamboung¹³, le parc du Delta du Saloum, la forêt de Sipo et tant d'autres potentiels qui attirent des touristes (Voir Photo 2).

En effet, cette attractivité touristique reste, certes, une menace pour l'écosystème local, mais elle constitue aussi l'une des solutions à cette problématique de conservation, sous l'angle de la durabilité. La sauvegarde de l'AMCP ne dépend pas uniquement de l'action de protection, assurée par le Conseil de surveillance, jouissant de la contribution bénévole de brigades constituées de jeunes gens des villages qui la composent. Dans l'entendement des communautés, l'aspect régalien de la dynamique de conservation, traduit par des actions coercitives, prime sur tous les autres moyens de sauvegarde. L'économie n'est abordée que sous l'aspect de la protection des ressources, sans aucune contrepartie au bénéfice des populations. Ce qui forge des attitudes radicales de défiance contre l'autorité. C'est pour cette raison que la communication sur

¹³ La baie du Sine Saloum est admise depuis avril 2005 à l'occasion du congrès mondial Nharang au Vietnam. Elle avait accueilli en 2011 le septième congrès mondial des plus belles baies, dont le thème était *le défi des baies qui font face aux changements climatiques*, ainsi qu'un colloque cinétique. Cela a abouti à la rédaction d'une Déclaration de Toubacouta du 23 au 25 Mai 2011.

les valeurs économiques revêt toute sa pertinence, si l'on se réfère aux résultats de nos entretiens. Cependant, elle requiert des préalables : la connaissance des différentes sensibilités, des codes culturels et des formes de sociabilité autour de cet environnement marin aux ressources menacées.

Tout processus de communication se déploie en milieu sociétal et, comme tel, se nourrit de valeurs culturelles qui, à leur tour, deviennent des outils nécessaires à l'atteinte d'objectifs de développement spécifiques. Jean François Côté (2006) préconise, d'ailleurs, une communication sociale et culturelle donnant titre à l'un de ses articles «Communication sociale et communication culturelle : idéologie et transmission de sens du point de vue des sciences de la culture ». Cette approche culturaliste de la communication se heurte à la contrainte idéologique, laquelle, d'ailleurs, Jean François Côté érige en condition de déploiement de toute forme de communication pour le développement. La conduite d'une action de communication nécessite par conséquent la prise en compte de l'avis des populations, de leurs pratiques culturelles, traditionnelles ou familiales, et d'autres facteurs déterminants liés aux conditions économiques, physiques, etc. (Voir Carte 2). Autrement dit, il faut miser sur une acceptation sociale : « L'acceptation sociale correspond à l'appropriation réelle de l'AMCP-B. Elle est fonction du degré de satisfaction des acteurs socioéconomiques » (Sambou & al., 2014).

La communication d'acceptabilité trouve, ici, toute sa pertinence. Située entre la communication de crise et la communication environnementale, elle « vise à convaincre une population d'accepter, à proximité de son voisinage, un ouvrage ayant un impact environnemental lourd [...] »

(Libaert, 2005 : 16). Pour être efficace, elle doit reposer sur la transparence, une démarche participative, un dialogue constant avec la population cible, et une communication de proximité (*idem*). C'est seulement par ce moyen qu'on peut obtenir l'adhésion des populations locales aux mesures d'aménagement d'une aire marine protégée (Pelletier & al., 2005). Elles doivent adhérer, mais également comprendre les enjeux liés à l'amélioration de la qualité environnementale des écosystèmes marins, l'augmentation du niveau des captures et le développement écotouristique. La communication d'acceptabilité va ainsi de pair avec la communication environnementale ou pour le développement durable.

Les préalables sont relatifs à un diagnostic écologique sur la baie de Bamboung, à une interprétation des résultats issus de ce diagnostic et de la perception des risques. Les entretiens réalisés auprès d'acteurs locaux ont révélés les menaces suivantes (Voir Graphique 1).

En effet, cinq catégories de menaces sont identifiées par nos entretiens. Les ressources économiques sont les premiers facteurs de risque (15%). C'est une menace par rapport à la rareté des ressources telles que les produits alimentaires (poissons, fruits de mer, crustacés, crevettes, etc.), non alimentaires (bois de chauffe et de charpente, paille, coquillages pour l'ornement et la décoration des parterres d'allées, de parking ou de jardins, sable marin, prisé pour les constructions) et les fruits sauvages (*ditarium*). Des besoins qui sont très forts, à cause de l'émergence du tourisme avec une demande de plus en plus importante, sont, entre autres facteurs, des moyens de pression sur ces ressources qui se raréfient. Le poisson connaît surtout une surconsommation par le marché hôtelier, mais la chaume aussi, qui répond à des besoins

d'exotisme et d'authenticité de l'architecture hôtelière, alors que le bois de chauffe et de charpente sert à l'habitat local. Quant aux fruits de mer, animaux, plantes et autres ressources sauvages, la rareté en fait désormais des produits de luxe ; ce qui est loin d'être dissuasif.

En effet, le tourisme est aussi identifié comme facteur menaçant (12 % des résultats des entretiens). D'après les réponses cueillies, on le peint comme une activité à caractère ambivalent. Autant le tourisme est un moyen de substitution, ce qui est à l'origine de la création du campement écotouristique communautaire de Keur Bamboung (*cf.* photo 1), autant il est un facteur dégradant, dont l'impact culturel et économique est décrit plus haut. À cet effet, les anecdotes sur la lote, poisson autrefois maudit et aujourd'hui vénéré, sont assez édifiantes. Avant l'installation des hôtels et l'arrivée des touristes, cette espèce de poisson, comme toute sa catégorie, n'étaient que rarement consommées. Et même plusieurs préjugés lui étaient rattachés, tels que, par exemple, le fait de porter la poisse au pêcheur qui l'attrape en premier lors d'une partie pêche. On qualifiait ce poisson de toxique et source de plusieurs maladies cutanées, en particulier. Aujourd'hui, la culture étrangère, surtout touristique, a révélé la lote comme un menu de luxe et a donné le prétexte à un véritable carnage. Les captures sont devenues exorbitantes, tant pour la consommation hôtelière que pour les autochtones qui ont fini par l'adopter dans les habitudes de consommation, forgées par le tourisme et sa communication propagandiste.

Les facteurs socioculturels révèlent une menace induisant un changement de comportement qui est déjà visible dans les habitudes alimentaires dont l'exemple de la consommation de Lote est édifiant (8% des entretiens).

Cette menace est aussi perceptible notamment à travers le changement d'attitude vis-à-vis de la nature, qui est devenue un moyen incontrôlé d'enrichissement : coquillages, mollusques, plantes et autres ressources sont collectés gratuitement pour faire l'objet de surenchère auprès la clientèle touristique ou résidente. L'exploitation du sable marin et des coques d'huitres renchérit la donne avec les nouvelles tendances décoratives pour les constructions et l'aménagement d'intérieur de maisons, hôtels et campements, tandis que la surpêche, la cueillette et la chasse au gibier marin, parfois clandestine (lamantins, dauphins), portent réellement atteinte à l'équilibre écosystémique de l'AMPC-B.

Le facteur foncier ou territorial est de 9% selon les risques révélés par nos enquêtes. En effet, le littoral aiguisé des convoitises dans l'AMCP de Bamboung. Hôteliers et résidents fortunés sont insatiablement admiratifs devant les berges qui offrent une vue panoramique sur un plan d'eau bordé de mangroves. Les îlots dans la baie de Bamboung attirent de plus en plus d'exploitants qui achètent ces berges pour aménager des lieux de pique-nique. La difficulté de trouver un emplacement idéal, renchérit l'acquisition qui se traduit par une vive spéculation foncière. Les contentieux entre promoteurs et autochtones qui se réclament propriétaires sont aussi récurrents et le nombre croissant de demandeurs et d'acquéreurs risque à la longue de saturer la baie, notamment la berge de Sipo, si les mesures de régulation ne sont pas renforcées.

Les risques politiques et autres constituent 6% des réponses issues de nos enquêtes. Les facteurs incriminés tournent autour de la spoliation foncière, souvent ressort d'une politique de gestion peu transparente. Les conflits et

contentieux qui en résultent sont aujourd'hui les mieux partagés sur toute l'étendue du territoire national. La gestion foncière étant décentralisée, les difficultés, renforcées par l'augmentation des revenus avec l'émergence d'une classe moyenne qui s'adonne aux loisirs et à la découverte des milieux ruraux, sont plus tenaces, compte tenu aussi de la croissance des populations sans expertise locale avérée, ni une politique d'aménagement adéquat pour répondre au besoin foncier. Beaucoup de touristes autrefois voyageurs, sont devenus des propriétaires résidents; ce qui accroît la spéculation, car la destination favorite est désormais le delta du Saloum, face à l'insécurité en Casamance et la surpopulation qui frappe Dakar et Mbour.

Par ailleurs, la promotion de l'écotourisme littoral est aussi une motivation supplémentaire, d'autant plus que toute la côte de cette AMCP ainsi que la baie de Bamboung en offrent toutes les garanties.

En définitive, les rares actions de sauvegarde peinent à donner de bons résultats, la communication qui doit accompagner le changement positif de comportement est déphasée par les nouveaux besoins d'accumulation de capital et d'accès à un standing de vie plus moderne. Par l'action des politiques peu concertées et inexpertes, le tourisme a fini par faire son effet, en l'absence d'une communication positive et active.

2. La gestion intégrée au défi de la communication communautaire

Mais peut-on réellement, communiquer sans des supports ? En réalité, une communication, quelle que soit sa forme, nécessite un objectif, un contenu et un support qu'on assimile souvent au medium. Le déficit communicationnel

noté dans l'AMCP de Bamboung peint une certaine forme d'acceptabilité qui se heurte à la fois à la forme et au contenu des messages, bien que les objectifs restent perceptibles. Le constat qui ressort de cette étude dénote l'absence de cadres d'échange dynamique, malgré ceux des Conseils locaux de pêche (CLPA), des associations de mareyeurs, d'une pluralité d'ONG, de projets et programmes. Un responsable d'une ONG qui agit sur l'environnement n'a pas hésité de qualifier leurs organisations «de nouveaux mendiants internationaux», prétextant que ce sont les risques et menaces qui constituent leur raison d'être. Devrait-on, dès lors, s'étonner de la nature de l'intervention et du discours de ces organismes, qui sont souvent assez subtils pour tenir le gouvernail dans les stratégies de communication communautaire ?

2.1. Une communication communautaire sous l'emprise du discours politique

Adulés par leurs alliés politiques, maires et élus sont peu armés pour comprendre les messages véhiculés, notamment les concepts tels que conservation, sauvegarde, durabilité et protection. En effet, cette communication rencontre peu l'adhésion des communautés, puisque téléguidée par les objectifs de ces acteurs extérieurs qui sont de connivence avec certains élus intéressés. L'inefficacité de toutes ces actions disparates, en termes de communication, illustre le manque de synergie des intervenants.

En ce qui concerne le volet touristique, l'initiative des acteurs, en 2013, de créer un cadre de concertation tourisme-artisanat fut belle, mais l'instance a fait long feu. Elle est restée en léthargie depuis 2014, malgré la création du Centre d'interprétation culturelle de Toubacouta qui offre un espace idéal pour l'animation et les rencontres

autour de la sauvegarde de l'AMCP-B. Pour rappel, cette AMCP est le principal must de l'attractivité du tourisme, activité économique la plus lucrative de la zone, suivie de la pêche et de l'agriculture.

La déstructuration organisationnelle déteint sur la communication touristique et les échanges avec les communautés du territoire de l'AMCPB. Les rares campagnes de communication, en dehors de l'action des cercles officiels de la direction de l'AMCP-B et du ministère du Tourisme, par le biais de l'Agence sénégalaise de promotion touristique (ASPT), sont des actions peu concertées avec des objectifs parfois contradictoires.

En effet, quand les parcs et l'AMCP communiquent, c'est souvent pour faire leur propre promotion, voire leurs projets. C'est aussi le cas pour les acteurs du tourisme et de la culture, qui mettent l'accent plutôt sur la promotion du cadre attractif de la destination : beauté des sites, qualités de la mangrove, caractère des hôtels, richesse et diversité culturelle (Voir photo 3).

L'animation ne porte souvent que sur le folklore, qui pourrait servir à sensibiliser sur les enjeux touristiques de ce littoral : les pollutions, la dégradation ou la durabilité des projets. Quelques rares spots publicitaires sont passés à la télévision pour montrer le cachet exotique de l'AMCP-B, en dehors des reportages des médias comme « Alam-bi » de la TFM¹⁴. Des émissions sponsorisées par les défenseurs de l'environnement préfèrent mettre en gros plan leurs actions, ce qui apparaît plutôt comme un faire-valoir qu'un plan de communication inclusive. De rares experts sont

¹⁴« Alam-bi » est une émission, sur les enjeux environnementaux, présentée périodiquement sur la *Télévision Future Médias*

interviewés pour se prononcer sur l'action des bailleurs et les activités des bénéficiaires. Or les enjeux, selon les préoccupations des populations seraient des alternatives opérationnelles telles que l'écotourisme et l'information relative aux bonnes pratiques (Voir photo 4).

La radio est aussi souvent sollicitée au détriment des autres outils et supports de communication en dehors de ceux des médias et de la presse, manifestés par des articles de promotion autour des politiques et d'ONG en quête de visibilité. Les acteurs sont encore timidement interpellés pour témoigner en partant de leur vécu et faire part de leurs opinions sur la gestion de l'environnement et les menaces qui y pèsent. Deux radios communautaires, la Radio Niombato FM de Toubacouta et celle de Betenty dans les îles, sont mises à contribution pour couvrir des manifestations et élaborer des programmes d'animation par rapport à l'actualité économique, environnementale ou touristique, souvent sous forme de reportages. Mais là aussi, le croisement ne se fait pas. Les intervenants ne sont pas réunis pour débattre des problématiques globales de l'AMCPB ; ce qui donne toujours un goût d'inachevé, avec l'angle de traitement assez spécifique de chaque domaine. Les bilans de ces débats sont biaisés, car les problèmes de l'entité AMCPB ne sont pas discutés de façon critique. Les rares journalistes spécialistes des questions du littoral et ou des territoires ne sont mobilisés que lors de visites politiques, de bilans d'interventions de projets et ou d'évaluation de programmes financés par les bailleurs, pour produire des articles de presse, à la base commandés, donc orientés dans le sens voulu (Voir photo 5).

Au niveau local, les journalistes communautaires ne disposent pas d'assez d'outils et de moyens, voire de l'expertise nécessaire pour contribuer efficacement à la

communication communautaire, notamment sur les enjeux du littoral.

Sur un autre champ, particulièrement celui de la territorialité, les procurations communautaires délivrées aux touristes ou autres acteurs, relatives à la signalétique ou aux activités de relations publiques dédiées, ne sont pas promues. Or, « les relations publiques permettent de gagner la compréhension et le soutien [et] d'influencer les opinions et les comportements des différents publics » (Kindersley, 2002 : 6). Ce qui fait que le dialogue se résume à des activités périodiques motivées par des agendas personnels et non soutenus par une approche publique des relations humaines et des activités autour de l'environnement.

En effet, les risques sur les valeurs et ressources identifiées par nos enquêtes révèlent des menaces réelles sur la destination de l'AMCP-B. Les rares refuges d'oiseaux marins (l'Île des oiseaux, le reposoir des oiseaux, les sanctuaires des mammifères, île Sipo, forêt de Coco, réserve de Bakadadji, etc.) sont désormais investis sans contrôle systématique par les touristes. De la *touristisation* à la dégradation (du fait de la course effrénée à la recherche du trésor de ressources de plus en plus rares), en passant par la pollution (avec la découverte de pétrole offshore aux larges de Sangomar), les menaces sont bien réelles et le déphasage de la perception du risque entre politiques, acteurs, populations et visiteurs, est trop aigue.

Face à l'escalade des besoins des acteurs (populations, touristes, opérateurs) et à l'inaction de l'administration, bien loin de cerner la réalité du changement, l'acceptabilité du discours de la durabilité reste bien loin un slogan, voire un challenge. Cette occurrence rend impératif la création

d'un trait d'union entre le marketing et le développement, une construction élucidée par les 50 *fiches sur le marketing durable* qui, d'après Laure Lavorata & al. (2010), intègre ces quatre dimensions :

- le marketing vert (1970), qui nécessite la prise en compte de l'écologie dans les actions marketing ;
- le marketing sociétal (1980), intégration du social et du mécénat dans le marketing pour invoquer la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE) ;
- le marketing éthique (1990), prise en compte de la dimension éthique dans la démarche marketing ;
- le marketing durable (2008), intégration du développement durable par le marketing.

Le marketing touristique doit donc reposer sur une approche terroir qui prend en compte les réalités locales et leurs spécificités (Voir photo 6).

En effet la prise en compte de ces quatre stratégies marketing permettra à l'AMCP-B de déployer une véritable stratégie de communication à la fois inclusive et constructive et, par conséquent, prompte à l'acceptabilité et au changement de comportement. Elle permettra de concevoir des produits et des services responsables ; ce qui pourrait reposer sur un état d'esprit forgé par une conscience accrue des valeurs écologiques et par le souci de pérennisation des ressources économiques ou culturelles, à travers des ressorts sociaux.

Les valeurs écosystémiques offrent de véritables créneaux et peuvent donner prétexte à la sensibilisation et à la mobilisation communautaire. De ce fait, elles doivent faire l'objet d'une appropriation communicationnelle bien intégrée.

2.2. La communication sur les valeurs écosystémiques de l'AMCP-B

Le principal objectif de la communication sur les valeurs écosystémiques est de susciter des discussions autour des options politiques de gestion déjà prises ou en cours de l'être. Dans le cas d'options politiques de gestion en cours, les résultats peuvent inciter les décideurs politiques et les autres acteurs concernés à prendre des mesures correctives pour tenir compte des différentes valeurs économiques et des services fournis par l'écosystème. Dans le cas d'une option politique à prendre, les résultats peuvent contribuer à prendre une décision basée sur les potentialités économiques estimées de l'écosystème. La communication sur les valeurs économiques de l'écosystème devient une étape déterminante dans la promotion du changement de comportement et de choix politiques visant l'amélioration de la gestion d'un écosystème donné. La mise en œuvre nécessite une forte imprégnation des valeurs écologiquement économiques et des potentiels services qui découlent des écosystèmes naturels. Cela nécessite l'utilisation de méthodes d'évaluation appropriées et de concertations inclusives. Dans le cas de l'AMCP-B du delta du Saloum, les valeurs identifiées tournent autour des ressources menacées et qui sont répertoriées dans ce graphique de nos enquêtes (Voir graphique 2).

En analysant cette figure, il y ressort que l'appréhension de la notion de valeur écologique et écosystémique (en lien avec la notion de ressource) est relativement appréciée et connote une certaine incompréhension du concept. Ce qui dépend aussi de l'importance accordée à sa signification dans ce contexte local, qui est à la fois rural et marin.

La part dédiée aux ressources humaines et financières révèle que les principes de gouvernance ou de gestion

incarnés par les ressources humaines, voire même les investissements, ne sont pas, pour une bonne partie de la population enquêtée, une préoccupation majeure (seulement 6%).

Ce qui prime pour cette cible, ce sont les valeurs socioculturelles, surtout celles articulées aux activités économiques, culturelles et sociales telles que la pêche, la cueillette de fruits sauvages, le bois de chauffage et de charpente servant à la construction des habitats. Le tourisme est accessoirement perçu comme une activité de rente, mais culturellement menaçante.

Les impacts de la *touristisation* sont évoqués par ordre d'importance : socioculturels, naturels, fonciers et humains. Les impacts socioculturels sont à la fois des changements positifs et négatifs. En effet, à l'entame des activités touristiques, beaucoup de choses ont évolué dans le comportement des locaux comme, par exemple, la compréhension du monde et le goût à la modernité. Ainsi, l'installation touristique et hôtelière a induit une motivation à l'apprentissage multiforme, par l'école tout comme par les métiers. L'esthétique y a pris goût, traversant les modes vestimentaire, de coiffure, de parure, de décoration et d'animation. Les vêtements, chaussures, coiffures, parures, et même le folklore local, sont mieux présentés et mieux perfectionnés pour séduire la clientèle étrangère via l'animation des hôtels. La lutte traditionnelle est aujourd'hui au menu de l'animation culturelle touristique, même si elle est organisée en guise de prestation pour gagner de l'argent, ce qui reste un impact culturel favorable aussi bien pour le sport que pour la conservation de cette activité traditionnelle, très ancrée dans le bastion *sereer* qu'est le delta du Saloum.

Mais sous un autre angle, la *touristisation* a aussi induit des effets néfastes liés à l'accès à l'alcool dans cette localité majoritairement musulmane où la pudeur est sacrée. Beaucoup de jeunes musulmans de cette AMCP-B boivent de l'alcool alors que d'autres s'adonnent à la prostitution clandestine, notamment les filles, en raison de l'argent facile provenant des touristes et de l'absence d'autorité parentale face à la menace de la modernité, puisque ces jeunes filles sont de plus en plus émancipées.

Quant aux impacts naturels, ils sont à chercher dans la mauvaise exploitation des ressources brutes. Si, d'une part, l'environnement est de plus en plus perçu comme une valeur, attirant des touristes, et comme une source de revenus, d'autre part, l'impact est aussi mesurable à travers son agression au quotidien (voir chapitre précédent) avec l'exploitation de la ressource bois (pour la sculpture) à des fins de décoration et la surpêche pour alimenter davantage les hôtels et restaurants. Aussi, faut-il tenir compte de l'occupation effrénée des bordures de mers et plans d'eau avec les lots de pollutions occasionnées par la surconsommation de produits manufacturés, sans une gestion rationnelles des déchets dont certains dérivent en mer.

Le facteur foncier est aussi un enjeu très important, autant il est de plus en plus valorisé avec l'arrivée des touristes, autant il est le facteur le plus problématique avec les occupations illégales et la spéculation qui l'accompagne, source de plusieurs conflits et contentieux. Il est indéniable que les aménagements hôteliers et touristiques contribuent à la valorisation des patrimoines du littoral et constituent une source de revenus et d'emplois. Par contre, le revers est l'exclusion d'une bonne partie des populations

autochtones, qui accèdent désormais, difficilement aux plages. Les meilleurs sites deviennent des propriétés privées, comme le rappelle d'ailleurs cette seconde strophe du poète malaisien Cecil Rajendra (1993) :

À l'arrivée des touristes
Nous ne pouvions plus
Aller à la plage
Car le gérant décréta que
Les indigènes salopent les bords de mer.

En effet, ceci contraste bien avec les valeurs de l'écotourisme, qui place la dignité humaine au cœur de l'activité touristique. Le code mondial d'éthique du tourisme devient à cet effet,

un instrument positif propre à atténuer la pauvreté et à améliorer la qualité de vie de tous les peuples, sa contribution potentielle au développement socioéconomique en particulier dans les pays en voie de développement et sa fonction naissante de force vitale pour la promotion de la compréhension de la paix et de la prospérité internationale (Babou & Callot, 2007 : 25).

En prônant cette éthique, l'intégration communautaire se fera grâce aux retombées économiques, sociales, culturelles et surtout par le biais d'une gestion rationnelle des ressources issues de l'environnement naturelle des communautés réceptrices.

Les aspects positifs des impacts sur la valeur humaine se traduisent par une évolution moderne des mentalités locales avec la création de projets de plus en plus structurants, mais aussi par celle des pratiques économiques grâce aux expériences diverses qui résultent de la rencontre avec les autres. On note aussi une prise de conscience accrue des potentiels locaux, nonobstant quelques désidératas socioculturels et économiques.

L'entrée du tourisme dans les mœurs locales a façonné un nouveau type de citoyen hybride, à la fois sceptique et pragmatique, parce que plongé dans une situation ambivalente, qui le pousse à dénoncer le tourisme et en même temps à louer ses apports.

Le comportement et le goût ont évolué, mais les impacts sont notoires à travers l'adoption de nouveaux métiers : barmen, garçon de plage, guide, etc. Le dieu argent est devenu la référence, altérant la hiérarchie sociale autrefois basée sur l'honneur, l'appartenance familiale et la conduite personnelle. Désormais le pouvoir s'assimile à l'argent et le développement touristique local est pour beaucoup dans cette transformation des populations de l'AMCP-B. De la sorte, une culture hybride s'est installée, modelant un nouveau type d'homme mi-citadin et mi-paysan, un peu africain et un peu européen, voire fortement créolisé : les influences du tourisme sont passées par là.

En définitive, l'occupation évolutive des berges du delta du Saloum est une menace contre l'action de reboisement qui vise à densifier et à préserver la mangrove (baromètre de l'équilibre) de cet écosystème marin déjà fragile. Une bonne sensibilisation est nécessaire à cet effet. L'aménagement de réserves d'espaces communautaires protégés devrait être envisagé. Ce qui suppose une bonne dose de communication sociale et institutionnelle, animée par une volonté politique en vue d'actions citoyennes concertées.

3. Perception entre politiques, populations, acteurs et visiteurs dans le dilemme de la valorisation touristique et l'impératif de sensibilisation sociétale

Isabel Babou et Philippe Calot (2007) abordent en partie cette question dans leur ouvrage titré *les dilemmes du tourisme* et pointent du doigt les facteurs d'adaptation et

d'adéquation dans la mise en œuvre touristique. En effet le tourisme est aujourd'hui perçu comme un moyen culturel d'émancipation des masses moyennes, avec l'accès de plus en plus démocratisé au loisir, mais aussi *un moyen de lutte contre la pauvreté* pour les gouvernants, titre que porte par ailleurs l'ouvrage dirigé par Liliane Bensahel et Myriam Donsimoni (2006). Ces deux titres d'ouvrage cités campent déjà les décors du tourisme dont l'aspect aménagement constitue éminemment l'une des facettes matérielles. Celui-ci permet d'accueillir l'activité touristique. Selon Lajugie (1979),

l'aménagement du territoire a pour finalité, à la fois de promouvoir la mise en valeur des ressources régionales et d'améliorer le cadre de vie et les conditions d'existence des habitants, en atténuant les disparités régionales de développement économique et social par une organisation prospective de l'espace, reposant sur une orientation volontariste et concertée des équipements et des activités.

De cette citation, nous mettrons l'accent sur cet extrait : « l'organisation prospective de l'espace repose sur une orientation volontariste et concertée des équipements et des activités ». En effet, l'activité touristique mobilise beaucoup d'équipements et nécessite une prise en compte consciente leur l'installation et de leur gestion souvent sources de destruction ou de dégradation de l'environnement, sans compter l'occupation anarchique d'espaces autrefois naturels comme les berges, les bois ou forêts. La flore risque ainsi d'être décimée et la faune délogée de leur habitat naturel. En réalité, dans le cadre du tourisme durable, l'aménagement touristique requiert trois principes : la valeur, la cohésion et la sécurité. Mais, comment se traduisent-ils dans l'AMCP de Bamboung ? Qui sont les acteurs ? Comment cela est-il perçu ? Ceci nous replonge dans les aspects sociétaux de la gestion de l'environnement, impliquant activement la communication, en amont de tout projet d'aménagement. Autrement, facteur d'adhésion et

de mobilisation, cette phase est-elle une réalité dans la projection d'aménagements touristiques de l'AMCP-B ?

3.1. Perception de la valeur dans les aménagements touristiques de l'ACPB

Il est important de noter que l'AMCP-B se trouve dans la commune de Toubacouta et polarise 14 villages, qui se retrouvent dans le Comité de pilotage et de surveillance et qui sont placés sous la tutelle de la commune. La gestion est donc communautaire, mais elle se heurte à une bonne mainmise de l'État. Et, c'est là le problème, car, d'après nos enquêtes, jugée peu efficace et loin de répondre aux besoins économiques des populations, la gestion communautaire a toujours fait l'objet de contestation. Par des aménagements structurants, elle n'a jamais su valoriser les ressources potentielles

3.1.1. Valorisation des aménagements

En effet, l'ACMP-B compte actuellement près de 30 établissements hôteliers, répartis entre campements, auberges et hôtels avec des gîtes de recherche comme le Bandiala, 4 forêts et 2 parcs, dont un terrestre et un autre marin. Ce dernier abrite une réserve ornithologique et plusieurs sites à curiosités touristiques : l'île aux coquillages, le reposoir des oiseaux et la baie de Bamboung (qui jouxte la forêt de SIPO), une bonne partie du bras du Saloum (bordé de mangroves et d'ilots). Comment ceci est mis en valeur ?

L'aire marine protégée de Bamboung est de vocation communautaire depuis sa création, elle implique des communautés villageoises cooptées dans sa gestion et qui bénéficient des différents services que leur offre cet écosystème. Ainsi l'analyse de leur degré d'implication et

de perception semble pertinente, par rapport aux relations entre l'entité et ses bénéficiaires.

Le graphique 3 montre que 64% des enquêtés connaissent mais ne fréquentent pas cette aire, ils relatent que ce manque de fréquentation est dû en partie à la fermeture momentanée de cette zone aux activités. 24% des populations enquêtées connaissent et fréquentent la zone. Pour les gestionnaires du gîte écotouristique et les éco gardes, 10% de l'échantillon en entendent parler et, seulement 1% des allochtones ne connaissent pas l'AMP.

En effet, en vue de développer l'attractivité touristique, les parcs sont aménagés pour servir de refuges aux espèces menacées et de points d'ancrage aux espèces importées. Concernant cet aspect touristique, la valorisation est quasiment assimilée à l'écotourisme, certes appréciée par une bonne partie des interviewés, mais le problème réside dans le caractère exclusif de sa gestion, dans la mesure où les droits d'entrées ou de visite sont loin de la portée des autochtones. À titre d'exemple, les tarifs sont de 26 000 f CFA par personne (près de 40 €, soit la moitié du SMIG national, pour visiter les lions dans le parc de la RDBS ; plus de 5000 f CFA (plus de 7,5 €) comme droits d'accès aux parcs marins; environ 2000 f CFA (forfait journalier d'un ouvrier) pour les autres sites de l'AMCP-B.

La conséquence est qu'une bonne partie des aménagements n'est pas fréquentée par les autochtones. La perception globale de l'AMCP-B, d'après une étude réalisée en 2013, démontre un manque d'intérêt. Cependant, les hôteliers de la réserve et les rares opérateurs de l'extérieur, qui y organisent des visites guidées de touristes, l'apprécient bien. Concernant les autochtones, l'absence de retour d'information constitue un gap entre

populations et autorités. Ce qui se traduit par un sentiment de leurre par rapport aux objectifs initiaux du projet de l'AMCPB. Le positionnement des parties prenantes est souvent un point d'achoppement qui freine la bonne gestion de l'AMCP-B.

3.1.2. La cohésion des aménagements touristiques dans l'AMCPB et leur degré perception

La cohésion est l'une des valeurs recherchées par le projet d'aménagement touristique. En effet, les projets d'aménagement dans l'AMCP-B, relèvent de quatre entités : l'État central, la collectivité, le secteur privé et les partenaires au développement. Évidemment, les projets les plus structurants sont manifestement du ressort de l'État et de la collectivité locale. Parmi ceux-là, on peut noter l'aménagement de parcs, de forêts et d'un écogîte dans l'AMCP Bamboung et sa délimitation, dont le statut paraît très ambigu. Il reste un aménagement communautaire sous la tutelle de la commune de Toubacouta avec une administration mixte impliquant des partenaires et des projets, des représentants des communautés bénéficiaires, la commune et des agents de l'administration.

L'aspect lucratif bénéficie essentiellement au secteur privé : promoteurs hôteliers, agences de voyages, artistes, antiquaires, artisans de l'art, piroguiers, guides, etc. En réalité, les aménagements promus par ces acteurs du privé, en dehors des hôteliers, sont de petite taille et répondent à des besoins spécifiquement marchands. Leur cohésion doit relever de l'adéquation des pratiques par rapport aux principes édictés par la charte du tourisme durable (adopté par le Sénégal depuis 2013) et des textes qui régissent la réglementation touristique, ainsi que les codes de l'environnement et des collectivités locales. Aussi, les

partenaires au développement sont multiples : les associations, les ONG et les promoteurs de projets.

3.2.1. Perception de la sécurité dans l'aménagement touristique de l'AMCPB : obligations et craintes.

La sécurité est avant tout une perception du risque. Or, la notion de risque renvoie à une occurrence dont l'arrivée aléatoire peut saper la bonne marche d'une entité quelconque ou porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des personnes, voire de leurs biens. L'aspect sécuritaire n'est malheureusement appréhendé que du point de vue politique ou physique.

Seulement, il déborde ce cadre car l'absence de probité morale des personnes constitue aussi une menace sécuritaire. C'est ce qui se manifeste lorsque l'aménagement touristique est plus en plus important et peu contrôlé dans l'AMCP-B. Le danger qui guette les autochtones, c'est avant tout la précarité de l'emploi touristique, essentiellement saisonnier, mais aussi celle qui pèse sur les ressources naturelles par la massification touristique et le besoin de consommation plus ardue. On ne peut occulter la dimension physique, certes, étant donné que le développement touristique est corolaire à l'afflux de personnel saisonnier dont les desseins ne sont pas globalement cernés. Avec les cas de vol, le banditisme a augmenté. La pédophilie, méconnue dans cette localité, parce que taboue, est aujourd'hui une réalité. Le malheur est qu'on y communique peu. Les questions de maltraitance infantile ou sexuelle sont encore honnies dans les débats sociaux.

Les menaces sont en réalité de toutes sortes, environnementales avec la décimation de certaines espèces telles que le phacochère du fait de la chasse ; foncières avec

l'agression du littoral ; culturelles et sociales avec les chocs culturels issus du contact avec l'autre sans y être vraiment préparé ; migratoires avec les vagues de départs de jeunes migrants (attirés par le mirage de l'Occident que colportent les touristes étrangers) à partir des côtes de cette aire marine (Missirah et Betenty). Cette nouvelle menace vide l'AMCP-B de ces bras valides, appauvrit les communautés car la pêche et l'agriculture sont abandonnées aux femmes dépourvues de moyens et de force.

La gestion sécuritaire de cette partie du delta du Saloum est plus préoccupante vis-à-vis de l'environnement avec le risque d'épuisement des ressources marines de plus en plus manifeste. Le poisson est menacé tout comme le foncier, sans oublier que la culture locale et les ressources naturelles ne sont pas épargnées (Voir photo 7). L'exploitation des enquêtes relatives à la perception du risque en a fait état.

La sécurité dans l'AMPC-B relève également des incohérences administratives relatives au non-respect des textes règlementaires en vigueur. Ainsi, l'anarchie dans les aménagements touristiques est une réalité. L'insécurité est perceptible à la fois sur le non-respect des normes de construction, mais aussi dans la désacralisation de sites pourtant protégés, à l'instar du sanctuaire du baobab sacré sur l'île aux coquillages.

Du point de vue de la pollution, la visite du reposoir des oiseaux par des pirogues motorisées est une véritable menace pour ce cadre pittoresque, incontournable de l'ACMP-B. Des aménagements en amont d'escales pour les visiteurs, permettraient de regagner l'îlot du reposoir aux oiseaux à la rame ou avec des barques insonorisées. Ce qui garantirait plus de quiétude aux oiseaux et contribuerait à

la conservation de ce patrimoine écologique et non moins touristique de l'AMCP-B.

Conclusion

Cette étude en communication, centrée sur les défis de la communication autour des mesures de conservation de l'aire marine communautaire protégée de Bamboung a permis de constater les nouvelles tendances économiques qui se dessinent autour des services du tourisme et de la transformation des produits marins locaux (voir photo 8).

Malgré la pression exercée sur les ressources halieutiques, cette aire reste un îlot à fort potentiel pour les populations. En effet, le tourisme est loin de prendre son essor, la pêche est certes à un niveau critique, mais la menace vient d'ailleurs. Et, il aurait suffi d'une meilleure surveillance côtière pour régénérer les espèces. Le potentiel biologique avec les forêts de mangroves, la réserve ornithologique locale, abritant la plus forte colonie de sternes royales au monde, font de cette destination du delta du Saloum un sanctuaire à conserver.

Cette étude a toutefois révélé que la mise en exergue des limites de l'acceptabilité à travers une communication pour le changement de comportement est en réalité sapée par une gouvernance peu inclusive et peu transparente. Si le foncier est le nœud du problème, la crainte vient aussi du côté de la mer avec l'absence de repos biologique pour le poisson. Une autre menace résulte de l'exploitation future du pétrole et des risques de pollution sans aucune garantie de prise en charge. Les perspectives de transformation et de valorisation des contenus locaux avancées ne sont encore visibles, ni à travers des activités de formation, ni par la sensibilisation, encore moins dans la communication avec les communautés. En réalité, les principaux obstacles au

déploiement d'un type de tourisme responsable (ultime ressource potentiellement durable) et d'une gestion rationnelle de l'AMCP-B résultent d'un déficit de communication du même ressort. L'aspect promotionnel semble prendre le dessus sur la responsabilité environnementale.

Pourtant, la communication environnementale et écologique devrait accompagner celle touristique et écosystémique. De ce fait, la notion de valeur devient pertinente, car elle permet de mieux appréhender la gestion dans sa globalité, de façon systémique et surtout en termes d'impact en valeur ajoutée, écologiquement rentable et soutenable pour les communautés.

Bibliographie

- BABOU, Isabel & CALLOT, Philippe (2007). *Les dilemmes du tourisme*. Paris : Vuibert.
- BENSAHEL, Liliane & DONSIMONI, Myriam [(dir.) (2006)]. *Le tourisme facteur de développement local*. Grenoble : P.U.G.
- BOUGNOUX, Daniel (2001). *Introduction aux sciences de l'Information et de la Communication*. Paris : La Découverte.
- CADEL Consulting, Agence Régional du Développement (ARD) & Commune de Toubacouta (2016). Rapport du plan de développement communautaire de la commune de Toubacouta. Fatick.
- CARAYOL, Valérie & GRAMACCIA, Gino (2001). *Communication du risque, communication et organisation*. Université Michel de Montaigne : GRECO/ISIC (Bordeaux 3).
- CÔTÉ, Jean François (2006). Le problème de l'idéologie dans la sociologie dialectique de Michel Freitag. In *Société*, no 26, 34-77.
- DEF / École vaudoise durable (2023). Calculateur d'empreinte écologique. Disponible sur : <<https://www.ecolevaudoisedurable.ch/ressources/calculateur-dempreinte-ecologique>> [Consulté le 12 juin 2023]
- DIOMBERA, Mamadou (2020). Dynamique territoriale et développement touristique: quelles stratégies environnementales durables à Saly (Petite Côte, Sénégal) ? In *Études caribéennes*. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/etudes-caribeennes/19388>>. DOI:<<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.19388>> [Consulté, 15 mai 2020].
- PERROY, François & FRUSTIER, Pierre (1998). *La communication touristique des collectivités territoriales – la lettre du cadre territorial*. Voiron : S.E.P.T.
- KINDERSLEY, Dorling (2010). *Les relations publiques*. Grande Bretagne : Mango Pratique.
- LAVORATA, Laure [(dir.) (2010)]. *50 fiches sur le Marketing durable*. Paris : Bréal.
- LAJUGIE, Joseph, DELFAUD, Pierre & LACOUR, Claude (1979). *Espace régional et aménagement du territoire*. Paris : Dalloz.

- LIBAERT, Thierry (2005). *La communication d'entreprise*. Paris : Economica.
- QUINYINDOU, Alain (2009). *Les pays en développement face à la société de l'information*. Paris : L'Harmattan.
- NDIAYE, Adama (2012). *Communication, tourisme et développement durable au Sénégal, enjeux et risques*. Thèse de doctorat nouveau régime. Université Michel de Montaigne : Bordeaux (France).
- PELLETIER, Dominique & al. (2005). *Designing indicators for assessing the effects of marine protected areas on coral reef ecosystems: A multidisciplinary standpoint*. *Aquatic Living Resources*. In *Set-revue* n°18 : 15-33. Disponible sur : <<http://www.set-revue.fr>> [Consulté 21 novembre 2023].
- RAJENDRA, Cecil (1993). *Our common future*. Disponible sur : <<http://www.saigonblues.com/2008/04/commodification-of-culture.html>> [Consulté le 22/04/2022].
- RAPPAM-Sénégal (octobre 2011). *Rapport d'analyse de l'efficacité de gestion des aires protégées du Sénégal par la méthodologie Rappam*. Dakar, Sénégal.
- SAMBOU, Clément, MBAYE, Ahmadou Aly & Ngor, NDOUR (Décembre 2014). *Détermination d'intérêts fédérateurs autour des enjeux de l'aire marine protégée de Bamboung (Sénégal)*. In : *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Volume 14 Numéro 3. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/vertigo/15544>> ; DOI. <https://doi.org/10.4000/vertigo.155> [Consulté le 09 mai 2023].
- SOMDA, Jacques & AWAISS, Aboubacar (2013). *Évaluation économique des fonctions et services écologiques des écosystèmes naturels*. Ouagadougou, BF : IUCN.

B- FIGURES

Figure 1 : Fiche méthodologique

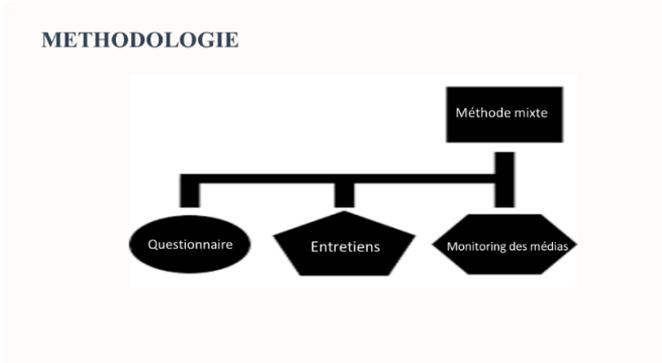
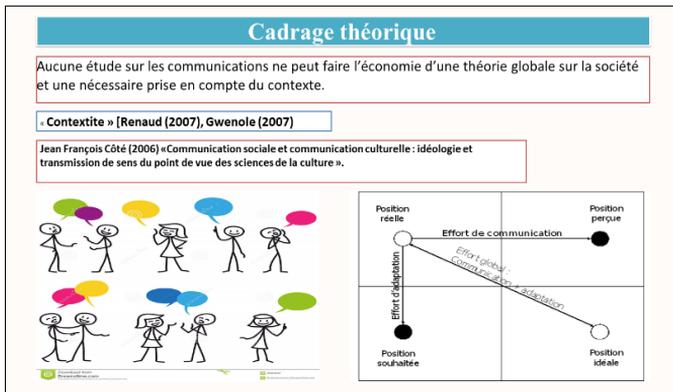


Figure 2 : cadrage théorique



Source : Ndiaye, auteur, octobre 2023.

C- PHOTOS

Photo 1 : le littoral en jeu



Source : plage photos réalisée par Adama NDIAYE, Auteur

Photo 2 : campement écotouristique de Bamboung



Source : plage réalisée par Adama NDIAYE, auteur

Photo 3 : animation touristique-culturelle, masque du Kankourang



Source : Adama Ndiaye, auteur, octobre 2022

Photo 4 : l'écotourisme une alternative



Source : Adama NDIAYE, auteur, octobre 2022

Photo 5 : la communication des radios communautaires



Source : Adama NDIAYE, auteur, octobre 2022

Photo 6 : la communication touristique, approche terroir



Source : Adama NDIAYE, auteur, octobre 2022.

Photo 7 : un nouvel espace de l'imaginaire touristique du delta du Saloum



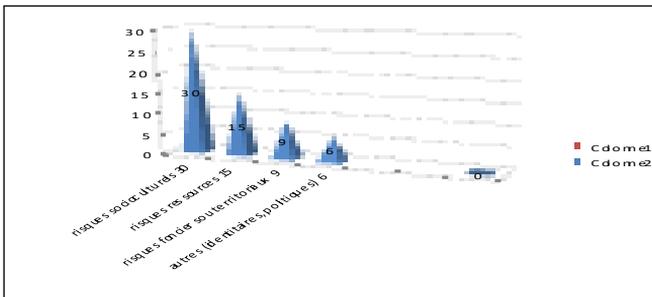
Photo 8 : communication de conservation



Source : Adama Ndiaye

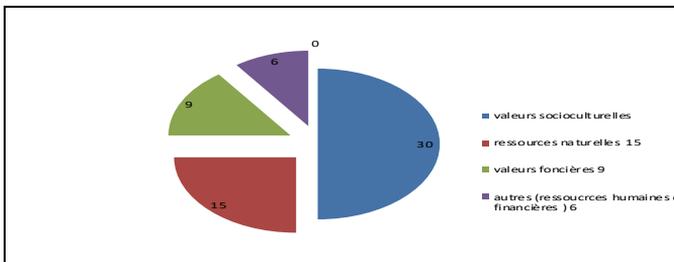
D- GRAPHIQUES

Graphique 1 : risques perçus

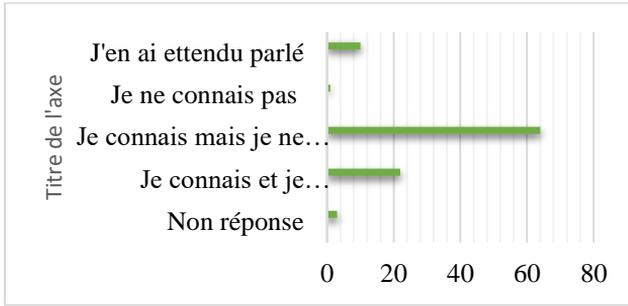


Source : graphique réalisé par Adama NDIAYE, auteur.

Graphique 2 : Valeurs écosystémiques de l'AMCP-B



Graphique 3: Analyse du niveau de perception des avantages et intérêts communautaires par la population



Source, Enquête de terrain, Adama NDIAYE, 2012

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION (RAC)



La *Revue Africaine de Communication (RAC)*, qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La *RAC*, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la *Revue Africaine de Communication* se donne, entre autres, pour objectif de magnifier l'héritage prestigieux laissé par feu Madame Eugénie Rokhaya Aw, ancienne directrice du CESTI, qui a consacré toute sa vie au rayonnement du savoir, de la démocratie, de l'équité, de la justice et de la liberté d'expression.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION